

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

U10 Corp
SOCIETE ANONYME A CONSEIL D'ADMINISTRATION AU CAPITAL DE 17 110 707 €
SIEGE SOCIAL : LYON (69009), 1 PLACE GIOVANNI DA VERRAZZANO
395 044 415 RCS LYON

AVIS DE RÉUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société **U10 CORP** (la « **Société** ») sont informés de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire le mercredi 11 juin 2025 à 10 heures 30, au siège social de la Société.

L'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire est appelée à délibérer sur l'ordre du jour ci-dessous :

ORDRE DU JOUR

- Examen des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels et les comptes consolidés et sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Examen du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024,
- Quitus aux administrateurs,
- Affectation du résultat,
- Approbation des conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce,
- Autorisation consentie au Conseil d'Administration pour opérer en bourse sur les propres actions de la Société en application de l'article L.22-10-62 du Code de commerce,
- Mandat du co-commissaire aux comptes titulaire ORFIS,
- Autorisation consentie au Conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital par annulation des actions rachetées dans le cadre du programme de rachat d'actions,
- Modification des modalités de réunion du Conseil d'Administration et modification corrélative des statuts sociaux (modification de l'article 14.6 et création de l'article 14.7),
- Pouvoirs pour les formalités légales.

PROJET DE RÉSOLUTIONS**À TITRE ORDINAIRE****PREMIERE RÉSOLUTION**

L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2024 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant ressortir un résultat de + 25 992,92 €.

Conformément aux dispositions de l'article 233 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tiennent compte d'une somme de 49 639 €, correspondant à des charges non déductibles du résultat fiscal selon les dispositions de l'article 39-4 du même Code.

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur la gestion du Groupe inclus dans le rapport de gestion conformément aux dispositions de l'article L.233-26 du Code de commerce et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés arrêtés à la date du 31 décembre 2024 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant ressortir un Résultat Net Consolidé de + 802 k€ dont un Résultat Net Part du Groupe de +630 k€.

TROISIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, donne aux membres du Conseil d'Administration quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

QUATRIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024, s'élevant à + 25 992,92 €, de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice :	25 992,92 €
Augmenté du report à nouveau créditeur :	1 506 557,84 €
En totalité au compte « Autres Réserves » :	1 532 550,76 €

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les sommes distribuées à titre de dividendes au cours des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice social	Dividende par action	Dividende global	Abattement (Article 158 du CGI)	Montant éligible à l'abattement
31 décembre 2023	0,00 €	0,00 €	-	-
31 décembre 2022	0,08 € (montant arrondi)	1 368 856,56 €	40 %	NC
31 décembre 2021	0,00 €	0,00 €	-	-

CINQUIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes, approuve la convention relevant de l'article L.225-38 du Code de commerce, intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

SIXIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, à opérer en bourse sur les propres actions de la Société, dans la limite de 10 % du capital social et ce, pour une durée de **dix-huit (18) mois** à compter de ce jour.

Cette autorisation met fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 19 juin 2024 dans sa Septième Résolution.

La Société pourra utiliser la présente autorisation en vue de :

- l'animation du marché réalisée par un prestataire de services d'investissement intervenant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF,
- la conservation et l'utilisation de tout ou partie des actions rachetées pour procéder à la remise ultérieure d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- l'annulation des actions rachetées par voie de réduction du capital, conformément à la Huitième Résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 11 juin 2025 sous réserve de son adoption,
- l'attribution d'actions, notamment à des dirigeants mandataires ou salariés et des cadres actuels et futurs de la Société et/ou de son groupe, ou de certains d'entre eux, dans le cadre notamment des dispositions des articles L.225-177 et suivants et L.225-197-1 et suivants du Code de commerce (relatifs au service des options d'achat d'actions et à l'attribution gratuite d'actions),
- la remise d'actions de la Société à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant par tous moyens accès au capital de la Société,
- la mise en œuvre de toute pratique de marché, tout objectif ou toute opération qui viendrait à être admis par la loi ou la réglementation en vigueur ou encore l'Autorité des Marchés Financiers au titre des programmes de rachat d'actions.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions peut être effectué, y compris en période d'offre publique, par tous moyens, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, par le recours à des bons ou valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société et ce, dans les conditions prévues par l'Autorité des Marchés Financiers et aux époques que le

Conseil d'Administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'Administration appréciera.

La Société pourra :

- acquérir ses propres actions jusqu'à concurrence de 10 % du nombre des actions composant le capital social tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision, à un prix par action au plus égal à **10 €** (hors frais d'acquisition),
- ou encore annuler lesdites actions par voie de réduction du capital social conformément aux termes de l'autorisation conférée à la Huitième Résolution et ce, dans la limite de 10 % du capital de la Société par période de vingt-quatre (24) mois.

En cas d'opérations sur le capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, ainsi qu'en cas de division ou de regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et à ce nombre après l'opération.

Le nombre d'actions acquis par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange, dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, ne peut excéder 5 % de son capital.

Le montant maximum des fonds consacrés à la réalisation de ce programme est de **dix millions d'euros (10 000 000 €)**.

Le Conseil d'Administration devra informer l'Assemblée Générale ordinaire annuelle des opérations réalisées, en application de la présente autorisation.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de délégation, pour passer tous ordres en bourse, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et, généralement, faire ce qui est nécessaire.

SEPTIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte que le mandat du co-commissaires aux comptes titulaire **ORFIS** arrive à expiration au terme de la présente assemblée et décide de le renouveler pour une durée de six (6) exercices qui expirera lors de la décision collective des associés qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social devant se clore le 31 décembre 2030.

À TITRE EXTRAORDINAIRE**HUITIEME RÉOLUTION**

L'Assemblée Générale, statuant en la forme extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation, conformément aux articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce et L.225-209-2 du même Code :

- à annuler en une ou plusieurs fois les actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation donnée au titre de la Sixième Résolution, dans la limite de 10 % du capital tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision, par période de vingt-quatre (24) mois et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles,
- à modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes les formalités nécessaires.

La présente autorisation est donnée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de ce jour et met fin à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 19 juin 2024 aux termes de sa Huitième Résolution.

NEUVIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant en la forme extraordinaire, décide de supprimer l'interdiction de recourir à la visioconférence pour la tenue des réunions du Conseil d'Administration relatives (1) à la nomination, la rémunération, la révocation du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués et (2) à l'arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et l'établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe stipulée à l'article 14.6 des statuts sociaux.

En conséquence, l'article 14.6 des statuts sociaux sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 14 – PRÉSIDENTENCE ET DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(...)

14.6 Le règlement intérieur établi par le conseil d'administration peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par un moyen de télécommunication conforme à la réglementation en vigueur. »

DIXIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant en la forme extraordinaire, décide que le Conseil d'Administration peut adopter toute décision par consultation écrite, y compris par voie électronique, sauf en cas d'opposition d'un ou plusieurs membre(s) du Conseil quant à l'utilisation de ce procédé, dans les délais et les modalités ci-après définis.

Le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des membres du Conseil seront adressés à chacun de ceux-ci et, le cas échéant, aux commissaires aux comptes, si leur participation est requise par la loi ou demandée par les membres du Conseil, par lettre recommandée.

L'opposition à l'utilisation de ce procédé devra être signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président du Conseil d'Administration dans le délai maximal de 7 jours à compter de la date de réception.

Les administrateurs disposeront d'un délai maximal de 20 jours à compter de la date de réception pour émettre leur vote par écrit. Jusqu'à l'expiration du délai fixé pour l'envoi de leur vote au Président, les administrateurs pourront se rétracter et revenir sur les décisions qu'ils ont prises.

La décision ne pourra être adoptée que si la moitié au moins des administrateurs auront participé à la consultation écrite, à la majorité des membres participant à cette consultation, chaque administrateur disposant d'une voix. En cas de partage des voix, celle du Président sera prépondérante

En conséquence, l'article 14 des statuts sociaux est modifié par adjonction de l'article 14.7 rédigé comme suit :

« ARTICLE 14 – PRÉSIDENTE ET DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(...)

14.7 Le conseil d'administration peut adopter toute décision par consultation écrite, y compris par voie électronique, sauf en cas d'opposition d'un ou plusieurs membre(s) du conseil quant à l'utilisation de ce procédé conformément à la réglementation en vigueur.

Le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des membres du Conseil sont adressés à chacun de ceux-ci et, le cas échéant, aux commissaires aux comptes, si leur participation est requise par la loi ou demandée par les membres du Conseil, par lettre recommandée.

L'opposition à l'utilisation de ce procédé devra être signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président du Conseil d'Administration dans le délai maximal de sept (7) jours à compter de la date de réception.

Les administrateurs disposent d'un délai maximal de vingt (20) jours à compter de la date de réception pour émettre leur vote par écrit. Jusqu'à l'expiration du délai fixé pour l'envoi de leur vote au Président, les administrateurs peuvent se rétracter et revenir sur les décisions qu'ils ont prises.

La décision ne peut être adoptée que si la moitié au moins des administrateurs ont participé à la consultation écrite, à la majorité des membres participant à cette consultation, chaque administrateur disposant d'une voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. »

ONZIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant en la forme extraordinaire, délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes, à l'effet d'accomplir tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

FORMALITÉS ET MODALITÉS DE PARTICIPATION
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée ou d'y voter par correspondance ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Conformément à l'article R.22-10-28 du Code de commerce, seuls seront admis à assister à l'Assemblée, à voter par correspondance ou à s'y faire représenter, les actionnaires qui auront justifié de cette qualité par l'enregistrement comptable des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte, au deuxième (2^e) jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 9 juin 2025 à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire, **UPTEVIA** pour les actionnaires propriétaires d'actions nominatives,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité, teneur de compte de titres, pour les actionnaires propriétaires d'actions au porteur,
- soit, le cas échéant, dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé en application du règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 909/2014 et la directive 2014/65/ UE.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé en application du règlement (UE) 2022/858 précité doit être constaté par une attestation de participation délivrée par cet intermédiaire ou, par « l'infrastructure de marché DLT » au sens du règlement (UE) 2022/858 précité, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R.225-61 du Code de commerce, annexée au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Des formulaires de pouvoir et de vote par correspondance seront remis ou adressés par voie électronique à tout actionnaire qui en fera la demande par email à l'adresse suivante : communication@u10corp.com.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la procuration donnée par un actionnaire pour se faire représenter à l'Assemblée est signée par celui-ci, le cas échéant par un procédé de signature électronique, et indique ses nom, prénom usuel et domicile. La signature électronique peut résulter d'un procédé fiable d'identification de l'actionnaire, garantissant son lien avec le formulaire auquel elle s'attache.

La notification à la Société de la désignation d'un mandataire peut être adressée par voie électronique selon les modalités suivantes : l'actionnaire doit envoyer en pièce jointe d'un email, à l'adresse communication@u10corp.com, une copie numérisée du formulaire de vote par procuration signé en précisant ses nom, prénom et adresse ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire.

Les formulaires non parvenus à la Société au plus tard le troisième jour précédant l'Assemblée Générale, soit au plus tard le 8 juin 2025 à 23h59 (heure de Paris), ne pourront pas être pris en compte. Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions mentionnées ci-dessus, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Il n'est pas prévu de vote à distance par des moyens électroniques de télécommunication pour cette assemblée et de ce fait, aucun site visé à l'article R.225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

DEMANDE D'INSCRIPTION DE POINTS
OU DE PROJETS DE RÉSOLUTIONS A L'ORDRE DU JOUR

Les actionnaires désirant soumettre à cette Assemblée des points ou projets complémentaires de résolutions conformément à l'article L.225-105 du Code de commerce devront, dans les conditions prévues par les articles R.225-71 et R.225-73 du Code de commerce, en adresser la demande au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécommunication électronique au plus tard le vingt-cinquième jour calendaire précédant l'assemblée soit le 17 mai 2025.

Toutes demandes d'inscription de points ou projets de résolutions doivent être adressées :

- au siège social de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'attention du Président - Directeur Général : U10 Corp - Monsieur le Président - Directeur Général – 1 Place Verrazzano – CP 610 – 69258 Lyon Cedex 09,
- ou par télécommunication électronique à l'adresse suivante :
communication@u10corp.com.

Le texte des projets de résolutions présenté le cas échéant par les actionnaires, sera publié sans délai sur le site internet de la Société www.u10.com/corporate.

Lorsque ces demandes émanent d'actionnaires, elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R.225-71 susvisé. La demande d'inscription de projets de résolution devra en outre être accompagnée du texte des projets de résolution et la demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour devra être motivée.

En outre, l'examen par l'Assemblée des projets de résolutions déposés par les actionnaires dans les conditions réglementaires est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres deux (2) jours ouvrés avant la date de l'Assemblée, soit le 9 juin 2025 à zéro heure, heure de Paris.

QUESTIONS ÉCRITES PAR LES ACTIONNAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R.225-84 du Code de commerce, tout actionnaire souhaitant poser des questions écrites doit les adresser :

- au siège social de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'attention du Président - Directeur Général : U10 Corp - Monsieur le Président - Directeur Général – 1 Place Verrazzano – CP 610 – 69258 Lyon Cedex 09, ou par télécommunication électronique à l'adresse suivante communication@u10corp.com,

au plus tard le quatrième (4^e) jour ouvré précédant l'assemblée, soit le 5 juin 2025 ; pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tous les documents et informations relatifs à cette Assemblée Générale prévus à l'article R.22-10-23 du Code de commerce pourront être consultés sur le site internet de la Société (www.u10.com/corporate) à compter du 21 mai 2025 (soit vingt-et-un (21) jours calendaires précédant l'Assemblée).

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais et conditions de l'article R.225-88 du Code de commerce les documents prévus aux articles R.225-81 et R.225-83 du Code de commerce.

Les demandes devront être faites :

- par courrier à l’adresse du siège social de la Société à l’attention du Président - Directeur Général :
U10 Corp - Monsieur le Président - Directeur Général – 1 Place Verrazzano – CP 610 – 69258 LYON
CEDEX 09,
- ou par courriel à l’adresse électronique suivante : communication@u10corp.com.

Cet avis tiendra lieu d’avis de convocation, sous réserve qu’il n’y ait pas de modification apportée à l’ordre du jour ou au texte du projet de résolutions.

Le Conseil d’Administration